

**Service Prévention des Risques Techniques**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE  
à l'encontre de la société BIOLANDES pour son installation située  
sur la commune de VALREAS (84600)**

**La préfète de Vaucluse**

- VU** le code de l'environnement, notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022, publié au journal officiel du 21 juillet 2022, portant nomination de la préfète de Vaucluse – Mme Violaine DEMARET ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment l'article 49 relatif aux rétentions à l'état des matières stockées ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° SI 2006-05-18-0040-PREF du 18 mai 2006 autorisant la société BIOLANDES à exploiter une usine de production d'huiles essentielles sur la commune de Valréas ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mars 2010 ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 février 2018 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 août 2022 donnant délégation de signature à M. Christian GUYARD, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 mai 2023 effectué suite au contrôle du 20 avril 2023, transmis par courrier du 10 mai 2023 à la société BIOLANDES conformément aux dispositions des articles L 171-6 et L 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence d'observation de la société BIOLANDES au terme du délai déterminé dans le cadre de la transmission du rapport susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection en date du 20 avril 2023, l'état des stocks présenté n'intègre pas les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection en date du 20 avril 2023, il s'est avéré que l'état des stocks n'était pas facilement accessible notamment pour les services d'incendie et de secours ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés et visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BIOLANDES de respecter les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

La société BIOLANDES exploitant une usine de production d'huiles essentielles sur la commune de Valréas (84600), est mise en demeure, **sous 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, de respecter les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en intégrant dans son état des stocks les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

### **ARTICLE 2**

La société BIOLANDES exploitant une usine de production d'huiles essentielles sur la commune de Valréas (84600) est mise en demeure, **sous 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, de respecter les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en rendant facilement accessibles l'état de ses stocks notamment aux services d'incendie et de secours.

### **ARTICLE 3**

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### ARTICLE 4

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

#### ARTICLE 5

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
3. Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

#### ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Carpentras, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de Valréas, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant par le SPRT.

Avignon, le

06 JUIN 2023

Pour la préfète,  
le secrétaire général,  
  
Christian GUYARD

